

---

## **Communiqué de Presse**

Paris, 12 septembre 2008

EURO-MEI, la région européenne de UNI-MEI Global Union qui représente 200 000 travailleurs dans les médias – créateurs, techniciens et travailleurs administratifs, indépendants, freelance et salariés intermittents - a publié aujourd'hui lors de la réunion de son Comité Exécutif à Paris la déclaration suivante :

### **La Société d'Information Européenne a besoin de Services Audiovisuels Publics On-line, Indépendants et au Financement Pérenne**

Les médias de l'audiovisuel public font face à 3 défis majeurs qui détermineront l'avenir du service public en Europe ainsi que la qualité et le niveau de démocratie des médias : assurer l'accès et la modernisation des programmes de service public dans le monde on-line, garantir l'indépendance face aux gouvernements et partis politiques et octroyer un financement pérenne afin que l'audiovisuel public continue sa mission de service public.

#### *Service Public et le Monde on-line*

Dans notre monde actuel numérisé et dans le monde de demain qui le sera encore plus, les citoyens peuvent obtenir des informations et programmes via des plateformes de distribution très variées. Tout en préservant les capacités de l'audiovisuel public à offrir des programmes publics traditionnels nous souhaitons que nos programmes de service public et les nouveaux services de l'audiovisuel soient accessibles à tous les citoyens sur toutes les plateformes. Nous voulons que les citoyens Européens aient accès aux services et aux programmes de l'audiovisuel public dans le monde on-line.

Si les radiodiffuseurs du service public n'arrivent pas à être présents sur les nouvelles plateformes de distribution et ne sont pas autorisés à développer de nouveaux services médias, un système à 2 vitesses de citoyens on-line verra le jour: ceux qui ont les moyens de payer un service à la carte avec des programmes spéciaux et ceux qui n'ont pas les moyens de dépenser de l'argent pour des équipements de haute technologie et de payer à la carte pour accéder à un contenu.

Nous sommes convaincus que le système mixte européen de radiodiffusion commerciale et publique est unique et est un succès considérable de la société européenne. L'avenir d'une société de l'information inclusive basé sur ce système mixte dépend également de ce que l'audiovisuel public puisse participer aux plateformes de distribution nouvelles.

C'est pourquoi nous appelons tous les Etats Membres de l'UE et les autorités de l'UE à promouvoir et à ne pas empêcher le développement des services audiovisuels sur internet.

#### *Indépendance pour assurer le pluralisme et la diversité*

L'indépendance des radiodiffuseurs du service public est une pierre angulaire pour une société démocratique, le pluralisme et la diversité culturelle. L'indépendance politique est un pré requis pour la crédibilité et l'acceptation de l'audiovisuel public

En conséquence, nous encourageons fortement les Etats Membres de l'UE et les autorités de l'UE à garantir l'indépendance des radiodiffuseurs de service public. Nous conseillons aux gouvernements nationaux de ne pas prendre de mesures qui pourraient conduire au contrôle direct du service de l'audiovisuel public.

#### *Un financement pérenne pour un bon service*

Il n'y pas de modèle de financement de l'audiovisuel public pouvant s'appliquer à tous. Dans toute l'Europe le financement de l'audiovisuel public a diminué ces dernières années, alors que les coûts augmentaient et que de

nouveaux investissements (par exemple dans les nouveaux services des médias) étaient nécessaires. Les travailleurs des Médias ont contribué à réduire les coûts et sont souvent pénalisés par les niveaux de financement insuffisants. Parmi d'autres acteurs, les services de radiodiffusion publique sont essentiels pour la production cinématographique et télévisuelle, donnent accès à tous les citoyens à des événements importants et participent à une diversité dans la programmation. Pour un audiovisuel public dynamique il faut un financement précis et pérenne.

Par conséquent nous demandons avec insistance aux Etats Membres de l'UE de garantir que les radiodiffuseurs du service public reçoivent un financement pérenne dans l'avenir afin de continuer leur engagement de missions publiques. De nouveaux modèles doivent se baser sur une redevance et l'accès aux différentes sources de revenus y compris celles provenant de la publicité. Les réformes au niveau national et européen devront être progressives et respecter l'équilibre du secteur des médias dans son ensemble.

Cette déclaration a vu le jour à la suite de récentes attaques contre l'audiovisuel public par des gouvernements des Etats Membres de l'UE et l'Union européenne:

- Depuis peu en France, le gouvernement prévoit de réduire la publicité à France Télévisions à partir de Janvier 2009 et de la faire disparaître définitivement dès 2011. En premier lieu cela aurait pour effet de réduire de 70% les revenus tout en limitant les capacités futures de programmation de France Télévisions et l'empêcherait d'accomplir sa mission de service public. Plus encore le gouvernement français essaye d'avoir un contrôle direct de l'audiovisuel public en désignant directement son président au détriment de l'indépendance des radiodiffuseurs.
- Au Portugal, les représentants du parti de l'opposition se sont fait écho de l'initiative du gouvernement français de bannir toute publicité sur les chaînes publiques (sans proposer de plan de financement alternatif)
- En Allemagne les Länder essayent par le biais de la loi d'empêcher la présence et la diffusion des programmes de l'audiovisuel public sur internet. Le chef de gouvernement des Baden-propose à l'organe conjoint de regulation d'interdire la publicité sur les chaînes publiques (sans proposer de plan de financement alternatif).
- Au Royaume Uni l'organe de régulation OFCOM essaye de s'emparer des fonds de la BBC provenant de la publicité afin de les redistribuer aux radiodiffuseurs de chaînes commerciales afin de leur permettre de faire des programmes de service public.
- Cette année la Commission européenne prévoit d'amender les réglementations en matière de financement. Sous la bannière de la transparence et de l'efficacité, les propositions pourraient avoir pour but de marginaliser l'audiovisuel public dans ce nouveau paysage audiovisuel. Il est raisonnable de s'attendre à ce que les initiatives nationales débordent dans les discussions au niveau européen sur l'avenir du financement de l'audiovisuel public.

UNI-MEI s'inquiète car si les tendances actuelles persistent et que certaines des mesures proposées ci-dessus devenaient réalité alors les radiodiffuseurs du service public ne seraient pas en mesure d'aller au bout de leur engagement actuel et seraient seulement autorisés à faire des programmes que les chaînes commerciales auraient refusé de faire. UNI-MEI mettra en garde contre les dangers encourus par l'audiovisuel public et fera campagne dans toute l'Europe et auprès des institutions européennes.

A la suite de la réunion de l'Inter syndicale française avec le Commissaire Reding à Bruxelles, une délégation de travailleurs des médias d'Autriche, Belgique, Allemagne, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Espagne, Suède, Suisse et du Royaume Uni est venue exprimer son soutien aux travailleurs dans les médias lors d'une réunion au siège du radiodiffuseur de service public. Cette délégation ainsi que ses collègues français a présenté la déclaration ci-dessus au Ministre Français de la Culture et Président du Conseil européen des Ministres de la Culture et confirme son soutien à la position de l'alliance intersyndicale française. Cette délégation maintiendra son soutien tout au long du processus législatif de la nouvelle loi. UNI-MEI prévoit plusieurs actions et organisera des représentations dans toutes les Ambassades en France avant le vote.

Début 2009 les affiliés se joindront à la Journée Européenne d'Action pour l'Audiovisuel Public dans toute l'Europe afin de sensibiliser l'opinion publique et mobiliser les consommateurs radio et téléspectateurs.